



Déclaration liminaire – CHSCTD du 14 décembre 2020

Monsieur le secrétaire général,

Pour l'UNSA Education, il ne fait aucun doute que c'est en raison des questions récurrentes de santé et sécurité au travail trop souvent négligées, délaissées que la crise sanitaire a si lourdement impacté notre profession. L'insuffisance d'une logique de prévention, le manque cruel de personnels et l'absence de protocoles établis ont été mis en exergue ces derniers mois.

Le ministère a pris l'habitude d'informer ses personnels de ses décisions et orientations, non plus à travers des circulaires ou des notes de service, mais à travers des canaux « grand public ».

Cette communication faite d'injonctions de dernière minute met les personnels sous pression créant de la souffrance au travail.

Les délais dédiés aux différentes tâches exigées par le Ministère, les changements opérés demandant des adaptations au sein de l'établissement et de la classe dans des temps irréalistes, sont autant de signaux d'alerte pour les personnels et cela participe au malaise général.

Les agents déplorent le constat que tout est décidé et organisé en permanence dans la précipitation et sans tenir compte de leur avis ou de leur situation sur le terrain. Les personnels se sentent tiraillés entre le respect des consignes sanitaires et la réalité du terrain. Ils s'épuisent à essayer de tendre vers ce qui est demandé et le fait de ne pas y parvenir réellement. Alors que pour exercer efficacement et sereinement leur métier, les agents ont besoin de temps pour pouvoir s'organiser et se projeter dans la durée.

Il en résulte un fort sentiment de frustration et de découragement.

Cette méthode n'est aucunement respectueuse des personnels et de leur bien-être et peut être considérée comme un manque de reconnaissance.

La pression permanente et le manque de visibilité sont d'autant plus anxiogènes qu'ils génèrent inévitablement des risques psycho-sociaux et de l'épuisement professionnel chez les personnels.

Et qu'en est-il de l'accompagnement de ceux qui, chaque jour, prennent en charge les élèves. Qu'est-ce qui a été fait pour faciliter au quotidien le travail des personnels dont vous avez la responsabilité ? Les propositions faites dans le cadre de cette instance restent le plus souvent lettre morte. Mais, en matière de santé et sécurité au travail, nous faisons le constat que l'inertie habituelle de l'institution perdure, même en situation de crise.

La Covid n'est pas l'explication de tous les maux, elle n'en est, certainement qu'un amplificateur.

Malgré cela, les personnels continuent d'exercer leur mission avec dévouement... mais dans quel état.

Pendant cette période si particulière, l'institution ne leur épargne même pas les réformes (formation dans le 1^{er} degré, réforme des lycées, etc...) qui continuent à se déployer à marche forcée, générant de l'incompréhension, voire des tensions.

Concernant les directeurs, quelle organisation du travail a été améliorée, quelles tâches ont été enlevées alors qu'ils ont largement formulé leurs difficultés, voire leurs souffrances ? Depuis les réunions organisées en novembre 2019, il y a eu très peu d'avancées concrètes.

De manière générale, quelles démarches ont été mises en œuvre pour améliorer les conditions de travail dégradées pour tous les personnels chefs d'établissement, inspecteurs, personnels administratifs et bien sûr les enseignants ?

Nous voulons également nous arrêter sur ce qui constitue toujours une cause importante de rédaction de fiches SST dans notre département. Depuis des mois, les personnels décrivent des situations quotidiennes extrêmement difficiles face à l'accueil d'élèves à besoins particuliers. Il n'est pas question ici de remettre en cause l'inclusion, mais de vous interroger sur l'évolution indispensable de l'accompagnement par l'institution des professionnels de terrain. A ce jour, le guide EBEP, issu des travaux du CHSCTD68 et du GT RASED, dont la forme finale a été présentée il y a presque un an jour pour jour, n'a toujours pas fait l'objet d'une diffusion. De manière générale, les réponses apportées demandent formations aux personnels, travail d'équipe, relation avec des professionnels extérieurs, relations aux familles. Mais quand la situation amène à rédiger des fiches SST qui décrivent des souffrances, c'est la réponse immédiate à ces maux qui est attendue, une aide dans la gestion de la crise et pas uniquement la demande d'une démarche personnelle de l'enseignant qui engendre bien souvent un sentiment supplémentaire de culpabilité.

Enfin et ce n'est pas uniquement dans l'école mais aussi dans l'école, que le nombre d'incivilités, de violences ne cessent de croître, avec un seuil d'acceptation de plus en plus élevé. Cela a des conséquences sur les victimes mais aussi sur tous les autres : personnels, élèves, familles.

Quels dispositifs systématiques avez-vous mis en œuvre pour l'accompagnement de tous les personnels victimes de violences verbales et/ou physiques de plus en plus fréquentes ?

Vont-ils continuer à livrés à eux-mêmes pour effectuer un dépôt de plainte ?

L'Unsa Education demande une démarche, une réponse clairement identifiée et systématique de l'institution pour chaque violence, notamment face aux agresseurs.

Nous demandons également une formation des encadrants pour leur permettre de prendre en charge les personnels dans une démarche d'accompagnement.

Enfin, l'Unsa Education souhaite la mise en place d'un dispositif automatique d'accompagnement de l'institution pour le soutien psychologique des personnels victimes après agressions, mais aussi un accompagnement personnalisé immédiat, technique et juridique, notamment pour le dépôt de plainte.